L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

BUREAUX No 73 RUE DE CHARTRES,

NOUVELLE-ORLÉANS.

MARDI MATIN, 8 FÉVRIER.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

LA POLITIQUE.

La situation à la maison d'Etat.

Rien n'a changé depuis samedi dans la position respective des deux Chambres de la Législature, relativement au bill d'élection; mais ce moment d'arrêt, avant la lutte définitive et sérieuse, sera de courte durée.

Quelques personnes trop pressées s'attendaient à une rupture ouverte dès hier, et s'étonnaient que le gros nuage noir, qui couvre la maison d'Etat de son ombre gigantesque et dont les flancs recèlent la foudre, n'ait pas encore crevé. Le nuage est toujours là, plus menaçant à mesure que les jours avancent et que la fin de la session législative approche.

Sera-t-il chassé par quelque vent favorable, ou l'orage est-il inévitable? C'est ce que nous saurons bientôt.

Nous voyons par certains télégrammes reçus de Washington que l'on s'attend à l'*impeachment* de Kellogg. D'un autre côté, le Sénat radical semble être frappé d'évanouissement, et persistera, dit-on, à maintenir le Bureau des retours *coûte que coûte*.

Le Boss Packard le conseille, et ses conseils, qui sont parfois des ordres, sont généralement écoutés.

Les caucus des conservateurs sont si bien gardés, qu'il est difficile de rien apprendre de précis. On doit s'en tenir à des conjectures.

Or, on suppose que lorsque le bill d'élection du Sénat sera appelé à la Chambre, cette assemblée le déposera sur le bureau et adoptera de nouveau son premier bill.

Cela amènera probablement un comité de conférence, et de cette conférence sortira la paix et la confiance,—c'est-à-dire, plus de *Returning Board*,—ou la guerre ouverte et sanglante.

Quant à Jacob Hawkins, il est à peu près certain que le Sénat consentira à ce que ce personnage soit déposé.

La question sera réglée aujourd'hui sans doute.

L'enquête relativement au whiskey ring suit son petit train-train, sans avancer beaucoup.

Nous attendons toujours ces développements si gigantesques que l'on nous a promis, et, comme sœur Anne du haut de sa tourelle, nous ne voyons encore rien venir.

UN MEURTRE DANS UN BAL DE NÈGRES.

La victime est un démocrate très connu.

Depuis quelque temps, les nègres semblent prendre plaisir à s'entre détruire. L'irrégularité et la politique les poussent au meurtre et à tous les crimes. Depuis qu'ils ne sont plus esclaves, ces malheureux s'imaginent qu'ils doivent commander en maîtres, et ils croient que liberté signifie licence et dévergondage.

Si les blancs du Sud n'étaient pas sur leurs gardes; s'ils n'avaient pas, quand l'occasion s'en présente, infligé les leçons salutaires à ces barbares, créés citoyens avant d'être civilisés, les massacres, les pillages et les viols se compteraient par milliers dans notre territoire conquis, au lieu de se compter simplement par douzaines.

Lorsque les Morton et autres démagogues ayant un intérêt inavouable dans le Congrès national, pour faire du capital politique au Nord, ils ont bien soin de passer sous silence les crimes et les saturnales *ex-politiques de la nation*. Un blanc qui tue un nègre, quand ce blanc est né au Sud, c'est tout naturellement un assassin et un bandit. Peu importe que sa femme ait été violée, ou que sa maison ait été incendiée!

Mais, quand un nègre tue un blanc: c'est tout différent. Ce pauvre nègre n'a agi ainsi que parce qu'il avait été horriblement maltraité, parce qu'on lui refusait le privilège d'exercer ses droits de citoyen, et parce qu'enfin, il ne pouvait pas faire autrement, étant placé dans un cas de légitime défense.

Pour Mr Morton et d'autres politiciens de la même couleur sanguinolente, tous les nègres du Sud ressemblent à l'oncle Tom de Mme Beecher Stowe, et tous les planteurs, tous les blancs sont des négriers.

On s'occupe beaucoup du système d'intimidation pratiqué par les blancs contre les nègres; mais on néglige complètement, —et pour cause—de se préoccuper de l'intimidation que les nègres exercent les uns contre les autres.

En Louisiane, il n'est pas permis à un homme de couleur de voloir être honnête, et, en restant le parti radical, dont tous les chefs sont des aventuriers blancs, pour se mettre franchement avec les démocrates, sans être menacé de mort et persécuté par les hommes de sa propre race.

Nous n'avançons là rien qui ne puisse être prouvé, car il y a eu de nombreux exemples dans la dernière campagne électorale. Ainsi, le club démocratique de couleur a été attaqué plusieurs fois, et qu'il n'osait et ne pouvait sortir dans les rues que sous la protection des démocrates blancs.

Plusieurs des membres de ce club de couleur ont manqué être assassinés, et d'autres ont été battus cruellement. Tous ceux, parce qu'ils *paient* avoir une opinion à eux; parce qu'ils *osaient* croire que ce que M. Morton et ses amis leur ont si souvent répété était vrai, à savoir: qu'ils sont bien réellement libres, et qu'un amendement à la Constitution, rendu plus efectif encore par un acte d'*enforcement* leur garantit le privilège incontestable d'exercer librement leur droit de citoyen.

Tout ceci est de l'histoire, mais comme l'histoire s'oublie, quand on a intérêt à l'oublier surtout, —nous allons citer un exemple plus saisissant, parce qu'il est tout récent, pour l'information spéciale du *Republican*.

Dimanche matin, vers cinq heures, Richard François, dit Pouvette, un homme de couleur, âgé de trente ans à peu près, a été tué littéralement par un certain Adrien Evêque, un nègre dangereux, qui lui a tiré un coup de pistolet à bout portant. Le meurtre a été commis dans le vestibule de la salle sise à l'angle des rues Ursulines et Claiborne, pendant un bal de gens de couleur.

François était employé comme huissier et comme commissaire. Il demeurait à la pharmacie de Mr V. Vignaud, encoignure Dumaine et Derbigny, et était très attaché à la famille de celui-ci. Il était reconnu comme un homme tranquille, ne se mêlant guère jamais et ne se mêlant de politique que pour voter la liste démocratique à chaque élection.

C'est pour cette dernière raison qu'il était peut aimé des hommes de sa race, qui lui avaient souvent reproché comme un crime ses opinions conservatrices. Mais François tenait bon, car il disait qu'il valait mieux rester pour des hommes honnêtes dont on connaissait les antécédents, que pour des gens inconnus et des étrangers.

Pendant la nuit du bal, François, agissant comme portier, avait eu une altercation avec Adrien Evêque, Joseph André, Lucien Capella et plusieurs autres nègres, qui faisaient du bruit à l'entrée de la salle où l'on dansait, et qu'il avait dû rappeler à l'ordre.

Ces personnages se sont offensés de ses observations, et l'un d'eux, Joseph André, lui a crié, —nous n'avons rapporté,—qu'on se débarrasserait bientôt de lui, parce qu'il n'était après tout qu'un chien de démocrate, etc.

Capella est allé plus loin, et a voulu le frapper, mais François s'étant mis en position pour se défendre, le dit Capella a jugé prudent de s'esquiver, tout en injuriant de loin celui-ci dont il redoutait de s'approcher.

Pendant cette dispute Evêque avait tiré un pistolet de sa poche, mais il s'est éloigné avec ses compagnons sans avoir prononcé une parole.

Quelques minutes après, cependant, il est revenu sur ses pas, et trouvant François appuyé contre une table, il l'a frappé au visage. François a rendu le coup. Alors Evêque, qui avait toujours gardé son pistolet à la main, a fait feu rapidement.

La balle a atteint François à la tête, pénétrant dans le crâne, au-dessus de l'œil gauche, et traversant le cervelet.

La mort a été très instantanée. Le malheureux est tombé comme une masse inerte.

Un nommé J. B. Thomas, commissaire du bal, est arrivé en courant et a arraché le pistolet des mains d'Evêque; puis il a voulu l'arrêter; mais un demi-frère de l'assassin, nommé Eugène Gaudin, a réussi à le dégager et l'a aidé à fuir.

Quand la police est survenue, le Gaudin a été arrêté, accusé de complicité, et enfermé au poste de police du quatrième precinct.

Adrien Evêque est toujours au large.

On a assuré à notre reporter que lorsque la nouvelle de la mort de l'infortuné Richard François s'est répandue dans la salle où le bal touchait à sa fin, plusieurs nègres ont déclaré avec emphase, que c'était bien fait, et que ce n'était qu'un démocrate de moins, suivi d'un juron trop accentué pour que nous le répétions ici.

Tel est le triste sujet de notre oraison funèbre de l'infortuné François.

Le coroner De Blanc a fait une enquête, et d'après les témoignages de J. B. Thomas, de Moses Jones et de Joseph André, il a constaté que Richard François, dit Pouvette, avait été tué par Adrien Evêque, et il a fait un affidavit accusant Evêque de meurtre et Eugène Gaudin, le demi frère de celui-ci, de complicité.

Pour Mr Morton et d'autres politiciens de la même couleur sanguinolente, tous les nègres du Sud ressemblent à l'oncle Tom de Mme Beecher Stowe, et tous les planteurs, tous les blancs sont des négriers.

On s'occupe beaucoup du système d'intimidation pratiqué par les blancs contre les nègres; mais on néglige complètement, —et pour cause—de se préoccuper de l'intimidation que les nègres exercent les uns contre les autres.

En Louisiane, il n'est pas permis à un homme de couleur de vouloir être honnête, en restant le parti radical, dont tous les chefs sont des aventuriers blancs, pour se mettre franchement avec les démocrates, sans être menacé de mort et persécuté par les hommes de sa propre race.

Nous n'avançons là rien qui ne puisse être prouvé, car il y a eu de nombreux exemples dans la dernière campagne électorale. Ainsi, le club démocratique de couleur a été attaqué plusieurs fois, et qu'il n'osait et ne pouvait sortir dans les rues que sous la protection des démocrates blancs.

Plusieurs des membres de ce club de couleur ont manqué être assassinés, et d'autres ont été battus cruellement. Tous ceux, parce qu'ils *paient* avoir une opinion à eux; parce qu'ils *osaient* croire que ce que M. Morton et ses amis leur ont si souvent répété était vrai, à savoir: qu'ils sont bien réellement libres, et qu'un amendement à la Constitution, rendu plus efectif encore par un acte d'*enforcement* leur garantit le privilège incontestable d'exercer librement leur droit de citoyen.

Tout ceci est de l'histoire, mais comme l'histoire s'oublie, quand on a intérêt à l'oublier surtout, —nous allons citer un exemple plus saisissant, parce qu'il est tout récent, pour l'information spéciale du *Republican*.

Dimanche matin, vers cinq heures, Richard François, dit Pouvette, un homme de couleur, âgé de trente ans à peu près, a été tué littéralement par un certain Adrien Evêque, un nègre dangereux, qui lui a tiré un coup de pistolet à bout portant. Le meurtre a été commis dans le vestibule de la salle sise à l'angle des rues Ursulines et Claiborne, pendant un bal de gens de couleur.

François était employé comme huissier et comme commissaire. Il demeurait à la pharmacie de Mr V. Vignaud, encoignure Dumaine et Derbigny, et était très attaché à la famille de celui-ci. Il était reconnu comme un homme tranquille, ne se mêlant guère jamais et ne se mêlant de politique que pour voter la liste démocratique à chaque élection.

C'est pour cette dernière raison qu'il était peut aimé des hommes de sa race, qui lui avaient souvent reproché comme un crime ses opinions conservatrices. Mais François tenait bon, car il disait qu'il valait mieux rester pour des hommes honnêtes dont on connaissait les antécédents, que pour des gens inconnus et des étrangers.

Pendant la nuit du bal, François, agissant comme portier, avait eu une altercation avec Adrien Evêque, Joseph André, Lucien Capella et plusieurs autres nègres, qui faisaient du bruit à l'entrée de la salle où l'on dansait, et qu'il avait dû rappeler à l'ordre.

Ces personnages se sont offensés de ses observations, et l'un d'eux, Joseph André, lui a crié, —nous n'avons rapporté,—qu'on se débarrasserait bientôt de lui, parce qu'il n'était après tout qu'un chien de démocrate, etc.

Capella est allé plus loin, et a voulu le frapper, mais François s'étant mis en position pour se défendre, le dit Capella a jugé prudent de s'esquiver, tout en injuriant de loin celui-ci dont il redoutait de s'approcher.

Pendant cette dispute Evêque avait tiré un pistolet de sa poche, mais il s'est éloigné avec ses compagnons sans avoir prononcé une parole.

Quelques minutes après, cependant, il est revenu sur ses pas, et trouvant François appuyé contre une table, il l'a frappé au visage. François a rendu le coup. Alors Evêque, qui avait toujours gardé son pistolet à la main, a fait feu rapidement.

La balle a atteint François à la tête, pénétrant dans le crâne, au-dessus de l'œil gauche, et traversant le cervelet.

La mort a été très instantanée. Le malheureux est tombé comme une masse inerte.

Un nommé J. B. Thomas, commissaire du bal, est arrivé en courant et a arraché le pistolet des mains d'Evêque; puis il a voulu l'arrêter; mais un demi-frère de l'assassin, nommé Eugène Gaudin, a réussi à le dégager et l'a aidé à fuir.

Quand la police est survenue, le Gaudin a été arrêté, accusé de complicité, et enfermé au poste de police du quatrième precinct.

Adrien Evêque est toujours au large.

On a assuré à notre reporter que lorsque la nouvelle de la mort de l'infortuné Richard François s'est répandue dans la salle où le bal touchait à sa fin, plusieurs nègres ont déclaré avec emphase, que c'était bien fait, et que ce n'était qu'un démocrate de moins, suivi d'un juron trop accentué pour que nous le répétions ici.

Tel est le triste sujet de notre oraison funèbre de l'infortuné François.

Le coroner De Blanc a fait une enquête, et d'après les témoignages de J. B. Thomas, de Moses Jones et de Joseph André, il a constaté que Richard François, dit Pouvette, avait été tué par Adrien Evêque, et il a fait un affidavit accusant Evêque de meurtre et Eugène Gaudin, le demi frère de celui-ci, de complicité.

Arrestation d'Adrien Evêque.

Adrien Evêque, le meurtrier de Richard François, a été arrêté à huit heures, hier soir, par l'agent S. Pisa, de la police à cheval, qui l'a trouvé au bord de Bayou St-Jean, à un demi mille du grand pont.

Il a été conduit à onze heures, au poste de police du quatrième precinct, où il a été enfermé pour la nuit.

Notre reporter a vu l'assassin, qui lui a déclaré qu'il était sous l'influence de la boisson lorsqu'il a fait le coup, et qu'il regrette énormément la mort de François, qui était un bon ami pour lui.

Une bonne prise.

Les agents de police Creagh et Johnson ont pris possession, avant-hier soir, d'une caisse d'emballage, qu'ils ont trouvée entre les bras d'un personnage qui a pris la poudre d'escampette, en les apercevant. laissant la caisse, qui a été apportée à la station centrale de la police.

Un homme tué par le convoi du chemin de fer de Mobile.

Vers une heure, avant hier après midi, on a trouvé le corps d'un homme nommé Joseph Cazes, à sept milles de la ville, sur la voie du chemin de fer de la Nouvelle-Orléans et Mobile.

Le malheureux Cazes, qui était âgé de cinquante-deux ans, a été tué par le convoi qui a quitté la Mobile à huit heures.

Le corps a été transporté au poste de police du cinquième precinct. Il est affreusement mutilé, les deux jambes ayant été presqu'entièrement séparées du tronc, et le buste broyé et déformé.

Le coroner a fait une enquête et a constaté les faits que nous venons de publier.

Corps retrouvé.

L'agent Daily, de la police métropolitaine, a trouvé, dimanche matin, flottant sur le fleuve, au pied de la rue Mandeville, le corps d'un homme blanc inconnu.

Le cadavre a dû séjourner dans l'eau depuis plus d'une semaine, car il est tellement décomposé, qu'il est pour ainsi dire impossible de l'identifier.

Blessure accidentelle.

Avant hier après midi, un de ces jeunes écervelés qui jouent à tout propos avec les armes à feu, sans savoir s'en servir, a blessé accidentellement au cou, une jeune fille de quatorze ans, nommée Annie O'Neil, à laquelle il exhibait son pistolet, pour faire le gentil.

La blessure est très légère heureusement, mais le malheur est que le jeune fou a décampé avant l'arrivée de la police, et que c'est un de ses camarades, nommé W. H. Blakely, qui a été arrêté à sa place.

Un fou incendiaire.

Un personnage du nom de John Ferguson a été surpris, hier matin, dans l'acte d'appliquer une torche à la maison rue Franklin 159, la propriété de Mme Moore.

Le feu a été éteint promptement et l'incendiaire conduit au poste de police du premier precinct.

En interrogeant Ferguson, on n'a pas tardé à découvrir que le malheureux n'a pas l'usage de sa raison et qu'on ne peut pas le considérer comme étant responsable de ses actes.

La maison qu'il a voulu incendier, dans un accès de folie, est habitée par lui et par deux familles.

On gardera Ferguson au poste de police, jusqu'à ce qu'on puisse l'envoyer à l'asile des aliénés.

Trois coups de pistolet.

Avant-hier soir, un personnage nommé Jean-Marie s'est pris de querelle avec un certain André Ambroise, à l'angle des rues Marigny et Prospère, et lui a tiré trois coups de pistolet, sans l'atteindre, cependant.

L'arrivée de la police a mis en fuite le belliqueux Jean-Marie, qui a laissé son chapeau en gage.

Erreur n'est pas compte.

Nous avons annoncé dans notre dernier numéro qu'une compagnie d'infanterie de l'armée régulière des Etats-Unis était arrivée dans nos casernes de la ville, venant du Mississippi pour prendre ses quartiers d'hiver à la Nouvelle-Orléans. C'était une erreur. De nouvelles et plus exactes informations nous ont appris qu'il s'agissait que d'un détachement de recrues pour le 13e régiment d'infanterie. La plus grande partie du détachement est repartie le soir même pour Baton-Rouge, Vicksburg et Holly Springs, où les nouveaux venus ont dû être versés dans les compagnies auxquelles ils avaient été assignés.

Voleurs arrêtés.

Vendredi matin, les agents Stolberger et Simonds, de la police métropolitaine, ont arrêté, à l'angle des rues Baronne et Poydras, un certain Frank Lee, alias Frenchy, et son compagnon nommé W. J. O'Neil, alias Dock, tous les deux paraissant suspects.

Plus tard, à la prison de paroisse, les agents Mullaby et Simonds ont arrêté les nommés James Ryan, S. C. Brainard et Alexandre O'Brien, qui étaient venus rendre visite à leurs camarades. Frenchy et O'Neil. Ces trois individus sont considérés également comme suspects.

On a su depuis que les cinq personnages faisaient partie d'une bande de voleurs, venus de St-Louis, dans le but d'exploiter la population de notre ville pendant le carnaval.

Il paraît que Frenchy, en arrivant à la Nouvelle-Orléans, s'est arrêté à l'Hôtel St-James, où il s'est fait inscrire sous le nom supposé de Charles Loiselle.

Deux nuits après, Frenchy ayant réussi à capter la confiance d'un voyageur crédule, l'a engagé à partager sa chambre, et l'a dépouillé pendant son sommeil d'une montre en argent et de $135 en billets de banque.

On comprend la stupéfaction du dit voyageur crédule, en s'éveillant à la lendemain et en découvrant qu'il avait été volé comme dans un bois.

Comme fiche de consolation, Frenchy lui avait laissé un sac de nuit, mais, hélas, dans ce sac de nuit il n'y avait ni linge, ni trousseau de clefs, ni des outils qui indiquaient clairement la profession du misérable Frenchy.

Il y avait aussi une lanterne sourde dans un coin de la chambre.

Tous ces objets ont été livrés à la police.

Lorsque Frenchy a été arrêté, il a voulu faire usage de son revolver contre l'agent Stolberger, mais il a dû amener son pavillon devant des forces supérieures.

On a trouvé dans ses poches des clefs, et la mèche de la lanterne sourde en question, ce qui identifie d'une manière tout à fait satisfaisante.

On soupçonne Ryan, O'Brien et Brainard d'avoir participé au vol qui a été commis le 25 janvier dans le restaurant de M. Cassidy.

TEMPERATURE.—7 février 1876.

Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien

	Fahrenheit.	Centigrade
6 A. M.	58	15
12 M.	61	16
3 P. M.	62	17
6 P. M.	62	17

LES POUMONS FAIBLES ET LES GORGES SENSIBLES sont sévèrement éprouvés par les changements soudains de température qui arrivent si souvent pendant nos hivers, et les affections aiguës, les inflammations de poumons, les pleurésies, les bronchites et d'autres maladies sont les conséquences plus ou moins certaines de ces variations meurtrières. Le catarrhe, le rhume, avant coureurs de ces affections souvent fatales, doivent être promptement traités, dès les premiers symptômes, par l'"Expectorant" de Jayne, ancien remède éprouvé qui guérit infailliblement votre rhume et exerce un effet curatif et fortifiant sur les organes pulmonaires et bronchiques.

A nos Abonnés des campagnes.

Nous sommes obligés de payer à la Nouvelle-Orléans même, depuis le 1er janvier 1875, d'après la nouvelle loi du Congrès, le port de tous les journaux que nous expédions à nos abonnés de l'intérieur. C'est donc à ces derniers, à qui leur poste locale ne pourra plus rien réclamer, de nous rembourser, ou de nous payer le port en même temps que le prix de l'abonnement.

Le port et de 10 cents par mois, pour l'édition quotidienne, et de 25 cents par an pour l'édition hebdomadaire.

Les maîtres de poste ainsi que nos agents devront donc se faire payer ce montant additionnel et nous le transmettre en même temps que le prix de l'abonnement.

Tarif postal.

Depuis le 1er janvier 1876, date de la mise en vigueur de la Convention de l'Union postale, le tarif suivant est appliqué aux Etats-Unis:

"Lettres simples pour la France, cinq cents par demi-once;

"Cartes postales, deux cents;

"Journaux, deux cents s'ils ne pèsent pas plus de quatre onces;

"Imprimés et échantillons, deux cents par deux onces;

"Ce tarif s'applique aux matières postales expédiées des Etats-Unis en destination de la France et de l'Algérie, ainsi qu'à la correspondance pour l'Espagne, y compris les îles Baléares, les Canaries, les possessions espagnoles de la côte nord d'Afrique et les établissements postaux de l'Espagne sur la côte ouest du Maroc.

"L'Union générale des Postes comprend à partir du 1er janvier, l'Europe entière sans aucune exception, ainsi que la Russie d'Asie, la Turquie d'Asie et l'Egypte. Pour tous ces pays, le tarif des affranchissements est le même que pour la France; tel qu'il est résumé ci-dessus."

L'avant-dernier suivant d'une circulaire de Mr Lelibon, directeur-général des Postes en France, donne le tarif appliqué en France; on remarquera qu'il est beaucoup plus élevé:

A partir du 1er janvier 1876,

Le prix d'affranchissement des correspondances expédiées de la France et de l'Algérie est déterminé:

1° De tous les pays d'Europe, de l'Egypte, de la Turquie d'Asie, de la Russie d'Asie, de la Tunisie et du Maroc;

2° Des Etats-Unis de l'Amérique du Nord,

Sera fixé comme suit:

PAYS D'EUROPE, ETC.

Lettres ordinaires, 30 centimes par 15 gram.

Lettres recommandées, 30 centimes par 15 gr. et droit fixe de 50 centimes.

Cartes postales ordinaires, 15 centimes.

Cartes postales recommandées, 40 centimes.

Papiers d'affaires, échantillons, journaux et autres imprimés: ordinaires, 5 centimes par 50 gr; recommandées, 5 centimes par 50 gr. et droit fixe de 25 centimes.

ÉTATS UNIS.

Lettres ordinaires, 40 cent. par 15 gr.,

Lettres recommandées, 40 cent. par 15 gr. et droit fixe de 50 cent.

Cartes postales ordinaires, 20 cent.

Cartes postales recommandées, 45 cent.

Papiers d'affaires, échantillons, journaux et autres imprimés: ordinaires, 8 cent. par 50 gr.; recommandés 8 cent par 50 gr. et droit fixe de 25 cent.

Les lettres *non affranchies* provenant des pays précités sont passibles, à la charge des destinataires, savoir:

Celles des pays d'Europe, etc., d'une taxe de 60 cent. par 15 gram.;

Celles des Etats-Unis, d'une taxe de 70 cent. par 15 gram.

DEPECHES

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Nouvelles Européennes.

FRANCE.

Paris, 6.—Louis Blanc a annoncé qu'il courrait comme candidat à la Chambre dans les 5e et 13e arrondissements.

Victor Hugo a refusé l'invitation des Radicaux irréconciliables et contra dans le 9e arrondissement contre Mr Thiers.

Paris, 7.—Le "Bien Public" dit que le ministère estime qu'en premier balloteage pour les députés il y aura 283 républicains et 230 conservateurs, y compris les monarchistes et les impérialistes.

Paris. 7.—Castelar, après avoir eu ici une longue entrevue avec M. Thiers, est parti pour Madrid.

ANGLETERRE.

Londres, 6.—L'*Observer* dit qu'il a raison de croire qu'en vue de l'état incertain des affaires politiques, le gouvernement britannique renforcera son escadre dans les eaux de la Chine.

La Porte, en réponse à la lettre d'Andrassy, annonce qu'elle est décidée à mettre à exécution dans les districts insurgés cinq principaux points du plan d'Andrassy, savoir: établissement de la liberté religieuse; la modification du mode de collecter; concession de facilités aux agriculteurs; application d'une portion du revenu aux améliorations locales dans les paroisses insurgées et la nomination d'une commission mixte de musulmans et de chrétiens pour veiller à l'exécution de ces réformes.

Londres, 7.—On rapporte que J. & G. Henderson & Co, marchands de blé, de Liverpool, ont suspendu leur payements. Leur passif serait, dit-on, d'un million, et demi de piastres bien que l'actif soit bon.

Londres, 7.—Le cardinal Manning écrit au *Times*: aucun plan quelconque sur l'affaire du réfugiérisme n'a été conçu par moi et aucun. Je méconnaissance, n'a jamais été propose combattu ou défendu à Rome.

Une dépêche de Vienne au "Daily News" dit que la publication intempestive de la note du comte Andrassy a causé beaucoup d'ennui ici. Le texte officiel a été en toute hate publié hier,

Londres, 7.—Le vicomte de Galway est mort.

Londres, 7.—Les frégates anglaises Narcissus, Immortality, New Castle et Topaz sont à la veille de partir de Bombay pour Hong Kong.

Il est définitivement annoncé que le duc D'Edinbourg commandera le navire entrainé. Sultan quand il aura été réparé pour la mer.

Une dépêche de Berlin au *Times* dit que suivant une correspondance de Prague, qui paraît correcte, le cabinet de Vienne est sur le point de se retirer et qu'un nouveau ministère se formera sous la présidence du comte Taafe, ultra-montain et actuellement gouverneur du Tyrol.

On craint que ce changement ne cause un refroidissement entre l'Allemagne et l'Autriche. Comme la politique des conservateurs et des ultra-montains envers l'Allemagne et la Turquie diffère beaucoup de la politique de la majorité du nation qui se retire, un vrai élément de trouble est ajouté à la situation publique.

Liverpool, 7.—Le steamer Statesman, de New York, est arrivé ici avec une large voie d'eau causée par une collision.

Londres 7.—Le *Times* publie une lettre de Séville donnant des détails sur les récentes élections d'Espagne pour les nouvelles Cortès.

On rapporte que des fraudes et des intimidations ont été pratiquées par le gouvernement dans la conduite des élections et que ces fraudes ont plus fait pour détruire la confiance et propager la discorde dans les provinces qu'on ne pourrait l'imaginer.

Non seulement des corruptions en grand ont été appliquées mais les régistres des votes ont été fabriqués par milliers.

Dans une ville de l'Andalousie les Libéraux ont présenté une protestation qui a immédiatement fait arrêter et emprisonner cinq ou six personnes. Les bâtiments de guerre ont été envoyés dans les ports de mer connus par les dispositions libérales de leurs habitants.

Des carabiniers et des gens de police armés ont empêché de voter dans d'autres endroits, et dans quelques districts on n'a remis des licenses de votes qu'à ceux qui étaient connus par leur dévouement au ministère.

ESPAGNE.

Madrid, 6—Des dépêches officielles annoncent que Quesada occupe Durango.

On annonce 10 nouvelles affaires actives. Tout est faux dans le bruit d'une convention entre Don Carlos et Alphonse.

PARAGUAY.

Buenos Ayres, 6—Les délégués argentins et brésiliens cesseront d'exercer aucune autorité sur le Paraguay dans cinq mois. La constitution territoriale entre le Paraguay et l'Illinois et son frère C. W. Babcock, a été ratifiée d'une manière tout à fait satisfaisante.

On soupçonne Ryan, O'Brien et Brainard d'avoir participé au vol qui a été commis le 25 janvier dans le restaurant de M. Cassidy.

BELGIQUE.

St-Etienne, 7—Deux cents hommes ont été tués par l'explosion de Jabin.

AUTRICHE.

Vienne, 7—Les préparatifs belliqueux de la Roumanie causent de l'inquiétude. On dit que le prince Charles désire de couper le litige. La Roumanie a 140 canons, 100,000 chassepots venant de la Prusse.

La Russie fomente une insurrection dans la Bulgarie. Un officier russe en congé commande la bande rebelle en Bosnie.

Lodochowski restera' quelque temps chez son frère qui a un château en Moravie.

Les Polonais, membres du Reichsrath autrichien, enverront une députation pour visiter Lodochowski.

RUSSIE.

St-Petersbourg, 7—Les négociations entre la Turquie et le Montenegro pour la cession de territoire à ce dernier, sont officiellement nées; mais on dit qu'il est nécessaire pourle Montenegro de trouver pour ses besoins une augmentation de pacage. La Turquie ne refuse pas mais quand la chance se présentera. Le règlement de semblables questions en ce moment ne ferait que compliquer les difficultés.

BERMUDES.

Bermudes, 7—La brigantine abandonnée, Samuel Welsh, est dans une situation fort dangereuse pour la navigation. Elle est entièrement submergée et sur le passage des navires pour les Etats-Unis.

FRANKLIN.

Franklin, Le. 7—Une réunion des membres du barreau de St-Mary, a eu lieu ici aujourd'hui dans le but de considérer ce qu'il fallait faire en vue du mémoire adressé à E. B. Mentz, juge de paroisse, pour avoir sa démission. On a lu une communication du juge qui demande si les membres du barreau désirent une session de la cour de paroisse.

Sur motion, il a été résolu qu'un comité soit nommé pour se rendre auprès de E. B. Mentz et lui faire entendre respectueusement qu'il doit renoncer à la place de juge de la paroisse de St. Mary, et que dans le cas où il refuserait, le dit comité se verrait obligé de procéder à l'accusation contre lui et de le présenter à la Législature en demandant un vote immédiat.

Résolu en outre que si nous désirons une session de la cour de paroisse, nous ne voulons pas qu'elle soit présidée par E. B. Mentz, attendu qu'il n'a ni capacité ni intégrité et que jusqu'à présent, il n'a pas tenu de session de la cour de paroisse dans le vrai sens du mot.

NEW-YORK.

New-York, 6—Un cablegramme dit que le cardinal Manning déclare faux le rapport suivant lequel il favoriserait un plan d'union des Ritualistes avec l'Eglise catholique romaine.

Une représentation théâtrale a été donnée à Drury Lane pour le bénéfice du fonds du centenaire. La salle était foulée de monde. Des Américains avaient fait monter le prix des loges jusqu'à $500. Les acteurs américains, actuellement à Londres, ont aussi contribué au fonds pour $1000.

Le ministre Morton écrit de Lisbonne que le Portugal sera largement représenté à l'exposition de Philadelphie.

New York, 7—Le procès de six millions de Tweed a commencé devant le juge Westcrook I.

ST-LOUIS.

St-Louis, 7—Le géni. Babcock a paru en cour pour répondre à l'accusation de complicité dans les fraudes de whiskey. Il était assisté du juge John K. Porter de New York, Emory A. Storrs de Chicago, l'ex-avocat général Williams, le juge John Maude et Chester H. Krum de St-Louis comme avocats. Son beau-père le maréchal des Etats-Unis Campbell du district nord de l'Illinois et son frère C. W. Babcock du Kansas étaient assis dans la salle d'audience à côté de lui.

L'avocat de district D. P. Dyer et le maj. Lucien Eaton accompagnent pour le gouvernement. C'était la première fois que le géni. Babcock paraissait en cour depuis sa mise en accusation. La formalité de se déclarer non coupable a été vite expédiée. Les jurés restant de la vieille liste et les nouveaux soumis pour cette affaire ont été appelés, mais la moitié seulement entre eux ont répondu.

Ayant été choisis hors du comté de St. Louis, quelques-uns n'avaient pas eu le temps de venir. Mr. Storrs a dit que les avocats de la défense avaient grand besoin d'un autre jour pour se consulter et aussi pour attendre l'arrivée d'une importantes preuves documentaires. Les avocats du gouvernement ne faisant sonner opposition à la demande, le juge Dillon a annoncé que l'affaire était remise au demain matin, mais qu'à 2 heures l'après des jurés serait fait de nouveau.

CHICAGO.

Chicago, 6.—Mme Mary Marshall a battu Mlle Berlha Von Willem, dans la partie de marche. L'une a fait 294 et l'autre 291 milles. Leur intention était de faire 300 milles pour $500, mais toutes deux ont échoué par épuisement.

WASHINGTON.

Washington, 6—Mr Davis a adressé une lettre à l'honorable James Lyons, en réponse à une lettre de Lyons communiquant par elle notre Lyons pris de répondre à Blaine."—Mr Davis, après une revue générale de l'affaire, conclut en disant que l'intérêt commun exige un respect naturel et que ce respect est essentiel à une union amicale; et quand la diffamation vient de hauts lieux la vérité en exposant la fausseté doit lui enlever sa puissance pour le mal.

Washington, 6—Le représentant Hancock écrit que les incursions mexicaines continuent sur la frontière texienne, mais qu'elles pourraient être empêchées facilement si l'on pouvait disposer de quelques troupes de plus.

On rapporte d'après autorité, que certains industriels sur le whiskey illinite à la Nile-Orléans ont envoyé à Mobile un agent pour détruire certains documents. On indiquera aux négotiants la meilleure tactique à suivre dans le cas d'une enquête.

Washington, 7—Le gén. Ord est parti de San Antonio le 4 février pour témoigner devant le comité de la frontière texienne. Le gén. Steele, adjudant-général du Texas, est parti pour le gouv Coke vers le Rio Grande pour une enquête, a été nommé cette semaine. C'est là-dessus que les recommandations du comité seront basées.

Pinchback s'efface devant le bill d'allocation du centenaire. On dit qu'on ne votera pas avant l'arrivée des sénateurs Burnside et Sharon. Leurs votes sont requis pour rendre l'affaire positivement sûre.

On n'affirme rien, ni d'un côté ni de l'autre, sur le sort du bill.

Les considérations présentées par le gouverneur Brown, du Tennessee, devant le comité du Sénat sur le caractère constitutionnel du chemin de fer du Texas Pacifique, ont paru souveraines. Il a reçu les félicitations de presque tous les membres du comité.

Les Levées du Mississippi.

Washington, 7—Le général Humphrey, ingénieur en chef de l'armée des Etats-Unis, a parlé fortement aujourd'hui devant le comité de la Chambre en faveur de l'appropriation de $1,000,000 demandé par le comité des levées du Mississippi en Louisiane. La résolution demande en outre que le gouvernement général assume le contrôle exclusif de ces levées. Référé au comité du commerce.

Le bill autorisant 4 0,0 d'intérêt sur les réclamations de l'Alabama, après jugement, passe.

Mr Morrill donne avis qu'il appellera demain le bill de Cantamarine.

L'affaire de Pinchback est reprise. MM. Thurman et Christiancy parlent contre et Mr Howe pour l'admission. Pas de vote. Le Sénat se retire en séance exécutive et s'ajourne.

Washington, 7 — Chambre — Présentation de bills.

Par Mr Hewett—pour établir un bureau d'architecture.

Par Mr Rankton—pour aider la compagnie du chemin de Washington et Ohio à construire sa ligne jusqu'à cet te rivière.

Par Mr Chandler—pour établir un port de remise à Atlanta.

Mr Morey a présenté la résolution de la Législature de la Louisiane en faveur d'une allocation pour construire les levées du Mississippi.

Par Mr Bland, pour substituer le legal tenders aux billets des banques et pour faire les droits d'importation recevables par moitié en legal tenders, et pour rappeler l'acte de la reprise des payements en espèces le 1er janvier 1875.

M. Kanan demande que la Chambre vote séparément sur les deux résolutions suivantes:

Que la première, il serait déclaré que la Constitution ne confère pas au Congrès le pouvoir d'émettre, en temps de paix, des promesses ou des obligations du gouvernement comme monnaie légale en paiement de dettes.

Pour la seconde, toute législation sur une circulation de papier doit avoir soigneusement en vue la reprise des payements en espèces et l'augmentation de valeur de cette circulation, pour le rachat de laquelle la bonne foi des Etats-Unis a été engagée envers les citoyens.

Mr Cox, de N. Y. dit que le sujet est important et que la chambre devrait avoir le temps de dire un mot à ce sujet.

Mr Holman — La proposition devrait être divisée.

L'Orateur.—Le représentant de l'Indemande qu'elle soit divisée.

Mr Cox.—J'espère qu'elle sera référée au comité des voies et moyens.

Mr Page de Calif.—Oh non.

Mr Fort—La chambre devrait avoir l'opinion du comité judiciaire.

Mr Barson—Je dois m'opposer au débat.

Mr Fort—Si je comprends bien la proposition, ce n'est pas un vote sur les mérites de la question, mais seulement un vote sur la motion de suspendre le règlement.

Mr Kasson—Si le vote est négatif, ce sera le rejet de la résolution.

Mr Randall—Pas le moins du monde.

Le règlement n'est pas suspendu. Oui 150; et les résolutions n'ont pas été mises devant la Chambre.

Le bill pour payer l'intérêt des bons du district est référé au comité de finance.

Le comité des affaires étrangères est chargé de s'enquér